

**POINT DE PRESSE DE L'HONORABLE
JEAN MARC KABUND-A-KABUND
Kinshasa, le 18 juillet 2022**

Mesdames et Messieurs, Chers amis de la presse,

De prime à bord, je voudrais vous souhaiter la bienvenue à ce point de presse et vous remercier d'avoir répondu promptement à mon invitation.

Chers Chevaliers du micro et de la plume,

Après un si long moment de silence et de méditation, à la suite d'une série des turbulences émaillées d'actes de sabotage, d'humiliations, d'ingratitude et même de calomnie subis en début de cette année, j'ai décidé ce jour de vous convier en vue d'annoncer à l'opinion tant nationale qu'internationale, que j'ai initié une formation politique, ensemble avec d'autres Congolaises et Congolais, que nous avons transformée en Parti politique.

Il s'agit du parti « **Alliance pour le Changement, A.Ch** en sigle », un parti de gauche qui prône la sociale démocratie et qui a comme devise : « Liberté, Egalité et Justice ».

Le parti **A.Ch** fera, sans nul doute, l'opposition au régime actuel, pour deux raisons principales à savoir :

- 1. d'une part, l'absence d'une vision claire et d'un leadership convaincant dans le chef du Président Felix TSHISEKEDI et d'autre part, l'incompétence notoire et la mégestion institutionnalisée caractérisées par l'insouciance, l'irresponsabilité, la jouissance et la prédation au sommet de l'Etat ;**
- 2. la proposition d'une nouvelle offre politique que nous considérons comme alternative crédible à l'échec du régime TSHISEKEDI.**

Mesdames et Messieurs,

S'agissant de l'absence d'une vision claire et d'un leadership convaincant dans le chef du Président Félix TSHISEKEDI, il importe de rappeler qu'en tant qu'acteur, nous avons cru comme beaucoup d'entre vous que le parti de la gauche congolaise fondé au prix de tant d'efforts et d'abnégation, sous la conduite du redoutable **Etienne TSHISEKEDI wa MULUMBA**, d'heureuse mémoire, et dont nous sommes incontestablement l'héritier idéologique, tiendrait son rôle d'opérer le changement profond en vue de bâtir un Etat, pour sortir le Peuple congolais de l'extrême pauvreté. Nous avons essayé en vain de rappeler à l'ordre, jour et nuit, celui avec qui nous avons pensé incarner ladite vision qui consiste à améliorer les conditions sociales de nos populations à travers une gestion orthodoxe de la chose publique, d'où la célèbre phrase « **le Peuple d'abord** ».

Hélas ! à l'absence d'une vision politique claire dans le chef du Président Felix TSHISEKEDI pour faire décoller le Congo, nous assistons malheureusement à des tâtonnements et des essais erreurs dans tous les domaines de la vie nationale. Aucun projet concret n'a été finalisé alors que les caisses de l'Etat saignent jour et nuit, en contradiction des principes sacrosaints

et inviolables qui caractérisaient notre orientation politique en matière de gestion de la chose publique dont le socle est la bonne gouvernance et la redevabilité.

Les promesses irréalisables sont considérées désormais comme mode de gestion, le mensonge, la manipulation comme vision de gouvernance, le détournement des deniers publics et la corruption comme mode d'exécution des projets. Tous les échecs constatés sont la faute des autres, une véritable fuite en avant et un mensonge d'Etat.

Le Parlement de la République, temple de la Démocratie, est désacralisé et devient le lieu à travers lequel le peuple assiste, contre sa volonté, à des scènes de règlement des comptes, de traitement des sujets sans pertinence aucune et celles des théâtres des cloons politiques.

Par conséquent, la mission de contrôler le Gouvernement de la République ainsi que les entreprises est complètement reléguée aux calendes grecques.

Près de quatre ans plus tard, le système TSHISEKEDI est incapable de mobiliser les recettes à la dimension du grand Congo et à l'immensité de ses ressources et richesses. En revanche, force est de constater que l'appareil de l'Etat se détériore et est devenu de plus en plus un club d'amis où les apprentis sorciers de tout bord exercent leur premier stage au sommet de l'Etat.

Le Peuple congolais fait au quotidien face à la montée vertigineuse des prix de denrées de première nécessité qui ont atteint leur instabilité sans précédent alors que le Gouvernement publie les statistiques de fois erronées et manipulées, vantées jour et nuit, ne reflétant aucune réalité de terrain.

Quoi de plus ahurissant que de constater que le peuple qui constitue le fondement de la démocratie sociale, ait été volé par l'Etat sous la coordination des services de la première Institution de la République à travers le dossier RAM. Cette escroquerie d'Etat s'est déroulée au grand jour.

Pire encore, le fonctionnaire, l'enseignant, le militaire et le policier qui devaient bénéficier tout simplement de l'amélioration réelle de leur salaire minimum garanti, restent toujours bernés par des suppléments propagandistes paradoxalement à leur panier de la ménagère et sans repère ni soubassement dans le calcul de la base salariale. Il va sans dire que le Gouvernement a abandonné sa mission principale. Le peuple est désormais face aux dirigeants irresponsables.

L'absence des mesures rationnelles d'encadrement de la gratuité de l'enseignement fondamental fait chuter la qualité de l'éducation nationale, alors que l'accès aux soins de santé primaire de la population devient un cauchemar sous le régime des jouisseurs.

Mesdames et Messieurs,

Nous avons demandé en vain, à l'époque, la réduction du train de vie des animateurs des Institutions. Cette réduction cadre avec la vision politique socialiste qui devrait guider toute action politique d'un régime dirigé par « un TSHISEKEDISTE ». Mais, hélas, on a vu par contre la mise en place d'un système corrompu des kamikazes en enrichissements illicites, pillages et détournements de deniers publics.

L'absence du leadership politique responsable au sommet de l'Etat a exposé le pays à une diplomatie de complexe et de complaisance sans anticipation aucune. De multiples voyages diplomatiques n'ont réussi à convaincre aucun Chef d'Etat et de Gouvernement en faveur de différentes causes de notre pays.

La situation d'insécurité à l'Est du pays dont les ennemis sont connus et que nous avons eu l'occasion de dénoncer le dangereux rapprochement en son temps, est la preuve éloquente du déficit du leadership et des capacités à prendre des décisions fermes et courageuses en interne et vis-à-vis de ceux qui nous menacent pour apporter le soulagement à nos populations de l'Est tant meurtries.

Le désastre qui prévaut actuellement à l'Est du pays, dans les provinces du Nord – Kivu et de l'Ituri, relève de la responsabilité première du Chef de l'Etat et de son Gouvernement. Il sied de rappeler, que les dirigeants actuels n'ont entrepris aucune réforme de notre système de défense et sécurité. Pire encore, les militaires et les policiers vivent dans des conditions exécrables. Depuis que Monsieur Félix TSHISEKEDI est au pouvoir, il n'a jamais songé à doter l'uniforme aux éléments des FARDC et de la PNC. Si tel est le cas, que dirions-nous des armes et munitions qui sont indispensables pour toute campagne militaire afin de défendre la République ? Dans ces conditions, il est clairement établi que le système en place expose la République, le Peuple congolais ainsi que ses ressources naturelles.

Mesdames et Messieurs,

Au regard de ce tableau sécuritaire sombre ci-dessus, il est clair que Félix TSHISEKEDI est un danger au sommet de l'Etat.

Face à ce chaos de gestion et de situation de non Etat, une nouvelle offre politique s'impose à tout point de vue.

Cette offre politique que nous proposons à travers l'Alliance pour le Changement, consiste **en la transformation de l'homme congolais, la refondation de l'Etat, la mise sur pied d'un modèle économique et financier favorable au contexte congolais et la révolution sociale à travers une gestion rationnelle et raisonnable des richesses et ressources naturelles.**

Nous visons l'amélioration des conditions de vie des populations congolaises à travers la création d'une classe moyenne.

En cela, l'Alliance pour le Changement se veut le champion de la pratique de l'équité, de la justice et du droit, de la protection et la sécurité sociale ainsi que de la quête permanente du bonheur partagé, en réalisant un équilibre intelligent entre l'Etat, le patronat et les salariés ; en mettant en œuvre des mécanismes nouveaux de redistribution équitable des richesses du pays et de contrôle des finances publiques, tout en luttant contre la corruption, l'impunité, le tribalisme, le trafic d'influence, le clientélisme, le népotisme et le laxisme béat dans la gestion de la chose publique, bref les anti – valeurs, qui caractérisent le système TSHISEKEDI actuellement.

Nous envisageons donc imposer l'ordre et la discipline dans ce pays.

Aussi, l'Alliance pour le Changement s'attèlera à moderniser les méthodes des renseignements et de défense nationale pour faire face à la montée de l'insécurité dans la partie Est de la République et à travers tout le territoire national ; à former des unités d'élites et à renforcer la formation des jeunes aux valeurs citoyennes et au service national obligatoire ; à reformer le système de l'éducation et des Institutions Publiques et sociales ; à propulser l'agriculture, la pêche et l'élevage pour renforcer notre capacité d'autosuffisance alimentaire ; à construire et à réhabiliter les infrastructures de base ; à promouvoir l'entreprenariat local en vue de booster l'émergence des petites et moyennes entreprises pour mener le pays vers l'industrialisation ; à promouvoir le tourisme et l'art ; à engager une diplomatie pragmatique de puissance et d'actions ; à réformer radicalement la justice et l'administration publique, etc.

Mesdames et Messieurs,

Voilà, en gros en quoi consiste notre vision.

Néanmoins, nous sommes tenus de vous informer que jusqu'ici, le régime en place ne nous a pas encore délivré l'arrêté d'enregistrement pour nous permettre de fonctionner alors que nous avons introduit la demande d'enregistrement de notre formation politique depuis le 14 juin 2022 au cabinet du Vice – Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur. Il faut souligner qu'après examen du dossier, ses services l'ont déclaré conforme à la Loi n°04/002 du 15 mars 2004 portant organisation et fonctionnement des partis politiques et ce, depuis le 15 juin 2022, date à laquelle le récépissé a été délivré par les services compétents.

Sur ce refus d'enregistrer notre Parti, nous avons décidé de fonctionner désormais conformément aux dispositions pertinentes de l'article 14 de la Loi sus évoquée qui énonce :

« Si à l'expiration du délai de 30 jours ouvrables après le dépôt, le Ministre est en défaut de décider, le parti politique est considéré comme enregistré. Le Ministre est tenu de lui délivrer un arrêté d'enregistrement dans le délai de 15 jours. A défaut, le récépissé du dépôt tient lieu d'enregistrement ».

A ce jour, nous sommes le 18 juillet 2022, soit 34 jours après le dépôt du dossier. Le parti est donc d'office fonctionnel au regard de la Loi sus-évoquée.

Mesdames et Messieurs,

L'organisation des élections périodiques, démocratiques, libres et transparentes est un gage d'une véritable démocratie, car la démocratie respire avec les élections périodiques.

En ma qualité de socio-démocrate, combattant de la liberté pour l'instauration d'un état de droit véritablement démocratique, je suis déçu de vous annoncer à travers ce point de presse que le régime TSHISEKEDI a décidé de mettre en péril la périodicité, la sincérité et la transparence des élections en préparant le glissement ainsi qu'en orchestrant une fraude massive aux prochaines échéances électorales.

Le plan consiste en la création des plusieurs partis politiques mallettes dans l'entourage du Président Felix TSHISEKEDI par les membres de sa famille et amis avec espoir de se voir distribuer des sièges au niveau de l'Assemblée Nationale et des Assemblées provinciales. Ce

plan funeste dont se ventent avec fierté et assurance d'ores et déjà les précités, vise à s'attribuer par des mécanismes frauduleux 300 sièges à la chambre basse et laisser 200 aux autres formations politiques.

J'avais eu le courage de m'en prendre vertement à certains dans l'entourage du Président Felix TSHISEKEDI pour dénoncer ce plan qui ne cadre ni avec la vision, ni avec l'idéal pour lesquels nous nous étions battus près de quatre décennies.

J'avais également discuté plusieurs fois avec le Président Felix TSHISEKEDI quant à ce plan toute en lui rappelant l'épisode « carton jaune » du 19 décembre 2016, marche organisée par feu le **Docteur Etienne TSHISEKEDI** afin d'exiger la tenue des élections dans le délai constitutionnel, où Felix TSHISEKEDI et moi, étions dans la rue. Ce jour-là, nous avons assisté à un carnage où plusieurs jeunes avaient perdu la vie et le soir du même jour le siège de l'UDPS avait été plastiqué et 7 personnes y périrent calcinées.

Cet épisode sombre de notre histoire commune traduisait, non seulement notre engagement à l'instauration d'un Etat véritablement démocratique, fondé sur des valeurs qui sous-tendent toute société moderne, mais aussi le caractère sacré et métaphysique de notre combat au regard du nombre de victimes enregistrées dans nos rangs que nous considérons à juste titre comme des martyrs.

De tout ce qui précède, j'avais dit au Président Félix TSHISEKEDI que ne pas organiser des élections libres, démocratiques et transparentes **dans le délai constitutionnel** en dépit du bilan largement négatif, trahirait notre idéal de combat, détruirait le **mythe Etienne TSHISEKEDI** et cracherait sur la mémoire de nos martyrs.

Eu égard à toutes ces révélations, il y a lieu de constater que les divergences persistantes de vue entre le Président TSHISEKEDI et moi-même avaient atteint un niveau de non-retour.

Ici, je fais appel au peuple congolais, à tous ceux qui avaient cru au combat d'Etienne TSHISEKEDI de se mobiliser pour barrer la route à ce régime des irresponsables jouisseurs qui se définit comme antithèse du **Tshisekedisme**. Ne pas le faire a pour risque de pérenniser la souffrance et le maintien de la RDCongo dans le sous-développement et avec péril de plonger le pays dans une guerre civile.

Monsieur TSHISEKEDI doit savoir que cette manœuvre ne passera pas et je m'engage personnellement à affronter, aux côtés du Peuple, cette machination.

Par ailleurs, je considère le combat que je dois devoir mener désormais comme un tournant important dans ma vie politique.

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, nous avons aussi assisté à la reprise, petit à petit, des tares de dictature de triste mémoire. Le pays est en train de subir un recul démocratique honteux de restriction de libertés d'expression et le peuple assiste impuissant devant l'émergence d'une néo-monarchie constituée d'une classe des maffieux et fanatiques applaudisseurs.

On constate la flambée des arrestations des leaders d'opinion et des atteintes à la liberté de la presse avec des intimidations des journalistes dont certains sont contraints à l'exil. Il en est de même de l'usage abusif des services publics à des fins privées, le trafic d'influence par la résurgence des familles et personnes intouchables, la manipulation de la justice avec des dossiers montés de toute pièce pour écarter des adversaires politiques. Toutes ces antivaleurs sont des signes clairs de la dérive dictatoriale.

Pire encore, l'humanisation des services de sécurité était un contrat social conclu avec le peuple ; mais, hélas, contrairement à cette grande attente, ils sont utilisés aujourd'hui comme outils de répression, d'intimidation et de rançonnement des opérateurs économiques et des investisseurs étrangers en la manière des régimes passés.

Au niveau de la gestion des Provinces, le processus de la Décentralisation est battu en brèche par le pouvoir en place en y institutionnalisant un clientélisme et une corruption à grande échelle. Les Institutions provinciales sont devenues ingérables et le développement local est impossible à atteindre avec les méthodes du régime TSHISEKEDI qui a converti les Gouverneurs de Provinces en filles et garçons de course obligés de ramener des espèces sonnantes et trébuchantes à Kinshasa.

Sous ce régime, le peuple qui avait nourri l'espoir de voir une Nation s'établir après la passation pacifique et civilisée du pouvoir, a vu renaître les sentiments du tribalisme et du régionalisme.

L'opinion nationale est scandalisée de la reprise avec force de l'impunité dans notre pays dont le corolaire est la consécration de la justice à double vitesse. Vous remarquerez qu'il existe désormais une catégorie des Congolais à poursuivre avec acharnement et une autre à protéger.

Au regard de la situation chaotique dans laquelle est plongé notre pays par ce régime, il y a lieu de retenir, et je suis plus que convaincu, que la page Felix TSHISEKEDI est désormais tournée.

Quant à nous, notre responsabilité première sera celle de mobiliser le peuple souverain en vue de mettre fin à cette prédation qui s'est installée dans les Institutions du pays. Il est temps de sauver le bateau Congo avant qu'il ne chavire complètement avec son Commandant de bord qui le fait naviguer sans boussole ni repères.

Dans un monde en total bouleversement, dans les décombres d'une gouvernance au rabais, dans un paysage politique mouvant dans lequel tout est incertain, tout est sans cesse remis en question, nous devons imposer une révolution contre la prédation et l'amateurisme au sommet de l'Etat. Une révolution pacifique, démocratique mais une révolution, celle du bon sens car, si le peuple n'arrête pas cette prédation, elle ne s'arrêtera pas et l'hécatombe s'abattrait sur le Congo.

Parce que rien ne va de soi, que tout relève de l'anticipation et de la volonté, du travail et de l'ardeur, l'avenir n'est pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons faire ensemble.

Pour terminer, nous voudrions préciser que nous ne réglons de comptes à personne et nous ne comptons mener une guerre à personne. Nous ne réglons que des problèmes de la RDC pour laquelle nous sommes résolument engagés.

Je saisis d'ailleurs cette occasion pour remercier, de tout cœur, tous ceux qui m'ont soutenu pendant les moments de tumultes et d'agressions injustes que j'ai subis. Toutefois, je dois leur rassurer que tous ces évènements ne m'ont pas ébranlé ; en revanche, je les ai transformés en énergie nécessaire qui m'aidera à faire face à l'adversité dans le nouveau combat que je suis appelé à mener désormais aux côtés du peuple congolais au sein du Parti **Alliance pour le Changement**. Il faut un nouveau leadership à tout prix pour la RDC.

Ainsi, je pardonne à tous ceux qui m'ont fait tant de mal, en même temps, je demande pardon à tous ceux qui se sont sentis offensés par mes actes et mes décisions politiques.

Mesdames et Messieurs de la presse,

Vous serez conviés, dans les tous prochains mois, à la cérémonie de sortie officielle du parti politique **Alliance pour le Changement**, au cours de laquelle nous dévoilerons notre projet de société ainsi que les grandes actions que nous comptons mener jusqu'à la victoire finale.

A présent, je me mets à votre disposition pour répondre à toute préoccupation liée à l'objet de notre point de presse de ce jour.

Je vous remercie.